

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGROGAZ des Pays de Trie

11 chemin CHE d'ANTIN
65220 Bernadets-Debat

Références : 2025-0284-DP
Code AIOT : 0003700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement AGROGAZ des Pays de Trie implanté 21 chemin du lac 65220 Fontrailles. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un incident survenu à la fin de l'été 2025 sur l'un des digesteurs du site ayant également endommagé le process d'hygiénisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGROGAZ des Pays de Trie
- 21 chemin du lac 65220 Fontrailles
- Code AIOT : 0003700588

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE est autorisée à exploiter une unité de méthanisation située à Fontrailles par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2025.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rétention spécifique pour les installations de méthanisation	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Localisation des risques	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Soupape de sécurité, événement d'explosion	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.9.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Réserve d'eau incendie	AP Complémentaire du 24/05/2025, article 7.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage du digestat	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 5.3.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositif de drainage sous les cuves enterrées ou semi-enterrées	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.4.3.3	Sans objet
6	Mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.6	Sans objet
8	Précaution lors du démarrage	AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.9.4	Sans objet
9	Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 24/05/2025, article 4.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a tardé à informer l'inspection de l'incident survenu sur ses installations. Cependant, les mesures prises par l'exploitant pour la gestion des digestats et des matières sèches issues du digesteur hors service n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Il est cependant attendu des compléments sur la prise en compte du retour d'expérience et des "signaux faibles" pour le renforcement du programme de surveillance et de maintenance des agitateurs dits "traversée de parois" des digesteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais et au plus tard sous 24 heures à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 05/09/25, un courrier l'informant d'un incident</p>

<p>sur un de ses digesteurs.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident (formulaire de notification d'accident/incident de la DGPR) par mail du 8 septembre 2025.</p> <p>L'inspection est revenue pendant la visite sur la chronologie de l'incident.</p> <p>L'exploitant indique que le 23 avril 2025, deux agitateurs traversée de parois (sur 3) sont tombés en panne. Le troisième agitateur traversée de parois tombe à son tour en panne en mai 2025. Seul l'agitateur immergé restait alors en fonctionnement sur le digesteur.</p> <p>La maintenance sur les 4 agitateurs a alors été programmée du 27 au 29 juillet 2025 par l'exploitant.</p> <p>Afin de pouvoir effectuer la maintenance sur les agitateurs, l'exploitant a débuté le 23 juillet, la vidange du digesteur dans le post-digesteur. Le 26 juillet, l'exploitant constate que le contenu du digesteur ne peut plus être pompé. L'exploitant, par le hublot du digesteur constate alors la présence d'une croûte solide qui s'est formée en raison de l'absence d'agitation du digestat. Le poids de cette matière solide a alors entraîné la rupture des serpentins d'eau chaude du digesteur puis, un aplatissement du ballon d'eau chaude de l'hygiénisation, du fait que ceux-ci sont connectés au même réseau d'eau chaude.</p> <p>L'exploitant a attendu de pouvoir ouvrir le digesteur pour comprendre l'origine de la panne et informer l'inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé dans son rapport d'incident le plan d'action pour procéder aux réparations du digesteurs et du ballon d'eau chaude de l'hygiénisation. Il a précisé que les supports des serpentins sont également renforcés, par la mise en place d'entretoise. L'exploitant a également indiqué comment sont gérés les 2500 tonnes de matières solides sorties du digesteur.</p> <p>Par mail du 19 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de la réparation du ballon d'eau chaude de l'hygiénisation. Il précise qu'après avoir procédé aux tests d'étanchéité à froid et à 85°C, il n'a pas été constaté de fuite et que le ballon est revenue à sa forme initiale. Le process d'hygiénisation a pu redémarrer le même jour.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit informer l'inspection au plus tôt de tout incident notable survenant sur ces installations, quand bien même, il n'est pas en mesure d'en comprendre l'origine ou de détailler l'ensemble des conséquences. L'exploitant dispose de 15 jours après l'incident pour transmettre un rapport d'incident. Celui-ci peut-être complété par la suite notamment avec le résultat des investigations.</p> <p>Demande 1.1 : L'exploitant tiendra informée l'inspection du redémarrage du digesteur.</p> <p>Demande 1.2 : L'exploitant précisera, sous 3 mois, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, notamment sur la maintenance préventive des agitateurs et la prise en compte des signaux faibles issues de la surveillance des installations (cf. point de contrôle n°6).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Stockage du digestat

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 5.3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets ou matières issus de l'exploitation de l'unité de métha</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage munies de rétention sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>Le digestat solide est stocké en silos de 7 000 m³ (5 m de haut) en bâtiment fermé.</p> <p>Le concentrat d'azote est stocké en cuve étanche de 995 m³.</p> <p>Les capacités de stockage de digestat solide sont complétées au besoin par des stockages déportés régulièrement autorisées, construites et exploitées conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le stockage des 2500 m³ de matières solides extraites du digesteur hors-service se fait dans un silo de stockage de CIVE, en extérieur. Le silo n'est pas couvert mais les jus de stockage du silo sont réinjectés dans le process de méthanisation. Le sol du silo est étanche. Le jour de la visite, les matières extraites du digesteur ne présentent pas d'odeur particulière.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant était en attente des résultats d'analyses sur les matières solides issues du digesteurs (analyses identiques à celles menées sur les digestats solides hygiénisés) afin de s'avoir si elle répond au cahier des charges DIG-AGRI et si son épandage en plein champs est possible tel quel. Dans le cas contraire, celles-ci seront réintroduites, progressivement dans le process.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2.1 : L'exploitant informera l'inspection des résultats des analyses sur les matières solides issues du digesteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rétention spécifique pour les installations de méthanisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les deux digesteurs, le post-digesteur, la cuve de stockage des lisiers, la cuve de stockage du concentrat d'azote et la cuve de stockage tampon de digestat avant centrifugation sont placés sur une rétention de 3 000 m³ de volume minimum, constituée d'un sol et d'un merlon périphérique étanches.</p> <p>L'étanchéité de la rétention est assurée a minima par compactage des terres et traitement à la chaux, ou par tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Une procédure définit les conditions de vérification de l'étanchéité de la rétention et de maintien du volume minimum (tassement des merlons notamment). Un contrôle visuel est assuré hebdomadairement pour s'assurer de l'absence de fuite.</p> <p>La rétention est connectée au bassin d'orage pour permettre l'évacuation des eaux pluviales non polluées. Une vanne est placée entre la rétention et le bassin d'orage : elle est maintenue fermée,</p>

et n'est ouverte qu'en cas de nécessité d'évacuer les eaux pluviales, après contrôle de l'absence de pollution des eaux présentes dans la rétention.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection sa fiche de maintenance journalière qui est son support de ronde du process de méthanisation. L'exploitant a également transmis à l'inspection la procédure de ronde associée.</p> <p>L'exploitant a également transmis la fiche de ronde du process de traitement de gaz et la procédure associée.</p> <p>Les procédures transmises ne précisent pas les conditions de vérification de l'étanchéité de la rétention et de maintien du volume minimum (tassement des merlons notamment), ni la réalisation du contrôle visuel hebdomadaire.</p> <p>L'inspection a constaté pendant la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connexion de la rétention au bassin d'orage ; - la présence d'une vanne après le bassin d'orage. Celle-ci était maintenue fermée. Le sens de fermeture et d'ouverture de la vanne était également indiquée sur site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3.1 : L'exploitant précise, sous 3 mois, à l'inspection les conditions de vérification de l'étanchéité de la rétention et du maintien du volume minimum (tassement des merlons). Il indique comment est effectué le contrôle visuel hebdomadaire de la rétention. Il justifie également de l'enregistrement des vérifications et contrôles associés à la rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositif de drainage sous les cuves enterrées ou semi-enterrées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuves visées à l'article 7.4.3.2. ci-dessus en partie enterrées sont placées sur un dispositif de drainage permettant de collecter les fuites éventuelles. Ces drains sont reliés à des regards spécifiques à chaque cuve, puis à un poste de relevage renvoyant les éventuels écoulements vers le bassin d'orage. Les regards font l'objet d'un contrôle hebdomadaire.</p> <p>La fosse toutes eaux enterrée de 3 m³ est équipée d'un réseau de drains reliés à un regard spécifique puis à un poste de relevage renvoyant les éventuels écoulements vers le bassin d'orage. Le regard fait l'objet d'un contrôle hebdomadaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection sa fiche de maintenance journalière qui est son support de ronde du process de méthanisation. L'exploitant a également transmis à l'inspection la procédure de ronde associée.</p> <p>Celle-ci prévoit bien le contrôle hebdomadaire des regards des drains associés à chaque cuve</p>

ainsi que de celui associé à la fosse.

Lors de la visite, l'inspection a procédé avec l'exploitant à un contrôle des regards des drains associés à chaque cuve ainsi que de celui de la fosse. Cette vérification n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Constats :

L'exploitant a présenté plusieurs plans (1 plan par type d'effet thermique ou de surpression et par zone). Il a également présenté un plan des zones ATEX du site et un plan d'évacuation du bâtiment principal mais il ne dispose pas d'un plan général du site indiquant les risques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5.1 : L'exploitant transmet à l'inspection, sous 3 mois, un plan général de l'ensemble des installations présentant les risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures

<p>compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz....) est élaboré avant la mise en service de l'installation et transmis lors du dossier de récolement demandé au chapitre 1.9.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le programme de maintenance et de vérification des mélangeurs.</p> <p>Le programme est divisé en plusieurs onglets dépendant de la fréquence de contrôle : quotidien, mensuel.</p> <p>Le contrôle quotidien consiste à un contrôle visuel du niveau d'huile et à un contrôle de l'ampérage de chacun des agitateurs sur la supervision.</p> <p>Le contrôle mensuel, réalisé par une entreprise extérieure, consiste à un contrôle de l'ampérage via la vérification du courant consommé pour détecter l'usure des hélices des agitateurs, un contrôle de l'huile (niveau, qualité), un contrôle de température de la boîte à huile et à un contrôle de l'étanchéité et le graissage des vérins si nécessaire.</p> <p>Les rapports associés à ces contrôles montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir d'avril 2024, un problème de niveau d'huile - à partir de juin 2024 un problème d'ampérage plus faible. <p>L'exploitant a indiqué que ces éléments constituaient les premiers signaux d'usure des agitateurs. Cependant, ceux-ci n'ont pas été pris en compte car l'exploitant n'a pas sollicité de vérification plus poussée des agitateurs, ni anticipé une maintenance préventive.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place de seuils (minimal et maximal) associés à l'ampérage de chacun des agitateurs qui déclenchent, s'ils sont atteints, des alarmes (visuelles et sonores) sur la supervision. La supervision est disponible à distance et les valeurs de chacun des ampérages des agitateurs sont disponibles en temps réel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°6.1 : L'exploitant indique, sous 3 mois, comment le REX de cet incident va être pris en compte dans la surveillance et la maintenance des agitateurs. Il précise si une maintenance préventive est programmée sur les agitateurs du second réacteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Soupape de sécurité, événement d'explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés au processus de méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article 7.3.9.2 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement</p>

d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la feuille de ronde du process de méthanisation sur lequel est prévu, pour les soupapes, uniquement la vérification du niveau d'eau glycolée des soupapes. La procédure associée à la feuille de ronde reprend bien ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant a également présenté un document référencé « Instructions de service - Régulateur de pression » correspondant aux soupapes de respirations des digesteurs. Cette procédure correspond aux instructions de service des soupapes de respiration et précise au chapitre 10 les travaux de maintenance et d'inspection à réaliser.</p> <p>Certaines des actions préconisées sont à réaliser à fréquence mensuelle (vérification de l'étanchéité à l'aide d'un spray à détection de fuite ou d'un appareil à détection de fuite), hebdomadaire (par exemple : vérification de la présence d'encrassement au niveau du liquide de blocage) ou quotidienne (par exemple, pour une température inférieure à 15°C, contrôle la température du boîtier et la présence de gel au niveau des bouches de la tuyauterie de décharge et de l'ouverture d'amenée d'air) . La feuille de ronde et la procédure associée ne reprennent pas toutes les actions recommandées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7.1 : L'exploitant justifie, sous 3 mois à l'inspection, la prise en compte de l'ensemble des travaux de maintenance et de vérification associé aux soupapes de respiration, dans son programme de maintenance et de vérification ainsi que dans sa feuille de ronde.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Précaution lors du démarrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2025, article 7.3.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, la consigne spécifique pour la phase de démarrage référencée « Protocole de démarrage d'un digesteur » version 1 de juillet 2024.Ce protocole</p>

n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2025, article 4.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

La conception et la performance des installations de traitement ou pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition....) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées :

Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent par un bassin d'orage et un décanteur.

Une vanne de confinement est présente en sortie du dispositif de traitement, en cas de pollution accidentelle.

Cet ensemble est réalisé conformément aux préconisations du dossier de demande d'autorisation (MR2) et répond aux caractéristiques minimales suivantes :

Bassin d'orage	Bassin étanche de capacité de 975 m ³ , dont 585 m ³ dédiés à la régulation des eaux pluviales (dimensionnement pour une pluie décennale - débit de fuite 6 l/s), et 390 m ³ réservés à la rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie *.
Décanteur	Seuil de coupure fixé à 20 microns - alarme de remplissage, contrôle visuel régulier et vidange 1 fois par an minimum.

** un dispositif permet de s'assurer visuellement et en permanence du volume minimum nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.*

Dispositif de traitement des distillats de méthanisation :

Avant rejet dans le milieu naturel, le distillat de méthanisation transite par un ensemble composé d'une osmose inverse, d'une micro-station de traitement biologique de nitrification/dénitrification, et d'une lagune.

Cet ensemble est réalisé conformément aux préconisations du dossier de demande d'autorisation (MR2) et répond aux caractéristiques minimales suivantes :

Osmose-inverse	Dimensionnement permettant de traiter la totalité du distillat produit (150 m ³ /j)
Micro-station de traitement biologique	Cuve boues activées aérée de 20 m ³ + clarificateur 6 m ³
Lagune	Volume : 1 000 m ³

Cet ensemble est complété au besoin pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'inspection a constaté la mise en place d'un dispositif visuel permettant de s'assurer visuellement et en permanence du volume minimum nécessaire à la rétention des eaux d'extinction, dans le bassin d'orage.

L'inspection a également constaté la présence d'une vanne de confinement en sortie du dispositif de traitement, en cas de pollution accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2025, article 7.2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...]
- d'une réserve incendie de 420 m³ intégrée au bassin de régulation et composée de 3 aires d'aspiration, située en dehors des zones d'effets de surpression 50 mbar ; cette réserve est disponible en permanence, signalée par une plaque indicatrice normalisée, incongelable, en permanence alimentée, accessible et utilisable en tout temps (NF S 61 211 et NE 61 213).
- [...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique (a minima annuelle) et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant est en mesure de justifier en permanence du volume d'eau requis pour la réserve d'incendie.

Constats :

L'inspection a constaté la présence du bassin de régulation et de réserve incendie. Ce bassin est envahi par la végétation. L'exploitant s'est engagé à faire procéder courant octobre au nettoyage du bassin afin de le rendre accessible aux pompiers en cas d'incendie et permettre un

<p>pompage efficace des eaux.</p> <p>L'inspection s'interroge sur la quantité d'eau présente dans le bassin et notamment si celle-ci couvre les besoins en eau du site (420 m³). L'exploitant a indiqué, qu'un bassin extérieur au site était disponible à 500 mètres du site. Celui-ci ayant déjà servi pour un incendie sur le site voisin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°10.1 : L'exploitant transmettra sous 3 mois, les justificatifs du nettoyage du bassin et justifiera des volumes d'eau disponibles dans celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel, les analyses sur les eaux du bassin d'orage ainsi que sur les eaux du bassin de régulation. Cependant, il n'a réalisé qu'une seule analyse des digestats liquides. L'exploitant a indiqué qu'un prélèvement était prévu en septembre et un autre en octobre sur les digestats liquides.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les résultats des analyses via l'application GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°11.1 : L'exploitant finalise la mise en ligne des déclarations GIDAF relatives aux analyses des PFAS dans ses rejets.</p> <p>Les résultats des analyses de septembre et d'octobre 2025 sur les digestats seront transmises dès réception, à l'inspection, via GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>